



Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme
au Centre d'Etudes Spéciales (CES)

17 mars 2009

Le Hezbollah salue la décision britannique de renouveler les contacts, tout en précisant à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis n'être prêt à aucune flexibilité politique en échange. Le Hezbollah a souligné qu'il ne reconnaîtrait jamais Israël ni ne négocierait avec, et n'abandonnerait pas le terrorisme.



Message du dirigeant du Hezbollah Hassan Nasrallah aux Etats-Unis: le Hezbollah ne reconnaîtra pas Israël et ne renoncera jamais à la voie de la "résistance" [cf., les violences et le terrorisme] (Télévision Al-Manar, 13 mars 2009)

Aperçu général

1. Des articles récemment publiés dans la presse ont souligné que dans certaines conditions, des pays occidentaux pourraient renouveler les contacts avec le Hezbollah. Un porte-parole du Foreign Office **britannique** a ainsi déclaré que son pays allait revoir sa position envers le Hezbollah et mettre en place un canal de pourparlers directs avec la branche politique de l'organisation. Des "sources diplomatiques" **françaises** ont déclaré que si le Hezbollah remportait les élections au Liban, la France ne boycotterait pas le gouvernement libanais. Un porte-parole **allemand** a déclaré qu'il y avait eu des contacts avec le gouvernement libanais, dans lequel le Hezbollah siège. En parallèle, l'**administration américaine** a précisé que les Etats-Unis ne faisaient pas de différence entre la branche armée et la branche politique du Hezbollah, et a souligné que sa position relative à cette l'organisation différait de celle de la Grande-Bretagne. (**Note** : un avis publié dans le New-York Times le 8 mars a conseillé à l'administration Obama de suivre l'exemple britannique et de renouveler les contacts diplomatiques avec la branche politique du Hezbollah.)

2. Hassan Nasrallah et d'autres responsables de l'organisation ont salué la décision britannique d'amorcer un dialogue avec le Hezbollah. Cependant, ils ont souligné que le Hezbollah n'avait pas l'intention de renoncer à ses principes et de payer un tribut politique pour ce dialogue. Le 13 mars, Hassan Nasrallah a explicitement déclaré dans un discours que le Hezbollah ne reconnaîtrait jamais Israël et n'abandonnerait pas sa stratégie de violence et de terrorisme tant qu'Israël existe comme entité politique. Le porte-parole du Hezbollah **Omar al-Moussawi** a ajouté qu'il n'y avait **aucun intérêt à distinguer, comme le fait la Grande-Bretagne, entre les branches militaires et politiques de l'organisation, puisque le Hezbollah est "une entité."** De plus, en réponse aux déclarations du Président syrien Bashar al-Assad quant à sa décision d'œuvrer à incorporer le Hezbollah et le Hamas dans les futures négociations de la Syrie avec Israël, les porte-parole du Hezbollah ont précisé que l'organisation était **complètement opposée à toute négociation** avec Israël parce que "l'entité sioniste" est illégitime et qu'il est hors de question de conduire des pourparlers.

3. Les réponses de Hassan Nasrallah et d'autres porte-parole du Hezbollah accentuent leur **certitude** (qui découle probablement de la certitude de l'Iran) : tandis que le Hezbollah salue la politique britannique, sa propre position vis-à-vis de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis est caractérisée par le **défi et par l'absence d'empressement à faire preuve de flexibilité politique** qui pourrait permettre de renouer un dialogue avec l'Occident. D'autre part, dans son discours du 13 mars, Hassan Nasrallah a fait référence à l'**Iran** et à la **Syrie**, les qualifiant

d'acteurs régionaux importants et suggérant aux Etats-Unis de relancer le dialogue avec Damas et Téhéran.

4. Ci-dessous les réponses du Hezbollah à l'initiative de dialogue de la Grande-Bretagne et à sa participation dans les futures négociations politiques de la Syrie avec Israël :

La position britannique

5. Bill Marston, porte-parole du Foreign Office, a récemment déclaré que la Grande-Bretagne avait l'intention de revoir sa position sur le Hezbollah et de renouer les contacts avec sa branche politique. Il a ajouté que la Grande-Bretagne avait dû reconnaître le fait que le Hezbollah était une "partie indissociable" du tissu national du Liban (Télévision Al-Jazeera, New-York Times, 6 mars 2009). Un communiqué du Foreign Office a précisé que la Grande-Bretagne avait "reconsidéré [sa] position sur l'absence de contact avec le Hezbollah à la lumière d'événements politiques récents positifs au Liban," dont la formation d'un gouvernement d'unité national dans lequel Hezbollah siège. "Notre objectif avec le Hezbollah est de l'encourager à s'éloigner de la violence et de jouer un rôle constructif, démocratique et pacifique dans la politique libanaise..." précise le texte (New-York Times, 6 mars 2009.)

6. Un porte-parole du Foreign Office britannique a déclaré que dans le cadre de la reprises des contacts, des rencontres seraient progressivement organisées avec des représentants du Hezbollah au Parlement libanais pour discuter de questions diverses : les relations internes [du Liban], l'accalmie avec Israël et les liens avec l'Iran. Il a précisé que la première rencontre avait eu lieu au Liban il y a un mois, en présence d'un haut responsable du Hezbollah, de plusieurs députés britanniques et de l'ambassadeur britannique (Télévision Al-Arabiya, 13 mars 2009). Le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband a déclaré que le gouvernement britannique permettrait la tenue de contacts avec le Hezbollah au niveau secondaire afin de s'assurer que le Hezbollah a l'intention de mettre en œuvre la résolution 1701 du Conseil de Sécurité de l'ONU, et il a ajouté que la Grande-Bretagne éviterait la branche militaire du Hezbollah (Site Internet du Foreign Office britannique, 6 mars 2009).

7. **Michel Ancram**, député conservateur, a déclaré qu'au cours des deux années écoulées, lui et deux autres députés, dont un représentant de la Chambre des lords, avaient eu des rencontres officieuses avec de hauts responsables du Hamas et du Hezbollah. Il a annoncé avoir fait partie en Juin 2008 d'une délégation britannique ayant rencontré à Damas le chef du bureau politique du Hamas Khaled Mashaal. Il a ajouté que fin Janvier 2009, deux députés britanniques avaient

rencontré à Beyrouth le responsable des relations internationales au conseil politique du Hezbollah ainsi que le représentant du Hamas au Liban. Il a affirmé que les rencontres lui avaient appris qu'il y existait une base à la poursuite d'un dialogue et a ajouté qu'à son avis, il n'y avait pas d'autre option que de négocier avec le Hamas et le Hezbollah si un accord au Moyen-Orient était conclu (CNN, 6 mars 2009).

8. D'autre part, il a été annoncé que la **ministre de l'Intérieur britannique avait refusé d'accorder un visa d'entrée à Ibrahim al-Massawi**,¹ le rédacteur du quotidien du Hezbollah Al-Intiqad. L'entrée lui a été refusée après que le ministre de l'Intérieur a reçu des demandes de plusieurs institutions de ne pas lui permettre d'entrer en Grande-Bretagne (dont le Parti Conservateur et le Centre de la Cohésion Sociale), motivée par le fait que sa présence en Grande-Bretagne "ne contribuerait pas au bien public" (Telegraph, 8 mars 2009).

Réactions du Hezbollah

9. Le 11 mars, le cheik Naim Qassem, le vice secrétaire général du Hezbollah, a fait référence dans un entretien au journal libanais Al-Nahar à "l'ouverture britannique," disant que la position ferme de son organisation face aux attaques politiques dont elle est l'objet et le rôle "efficace" et "positif" qu'elle joue au Liban expliquent la décision britannique. Il a ajouté que Hezbollah n'avait aucune objection aux relations avec la Grande-Bretagne et que les seuls obstacles étaient ceux interdisant toute relation avec Israël et les Etats-Unis. Il a ajouté que la décision britannique n'était pas exceptionnelle parce que "nous avons des relations avec la majorité des pays européens depuis longtemps et des rencontres avec des représentants des gouvernements français, espagnol et italien ont eu lieu et continueront d'avoir lieu."

10. Le ministre du Travail libanais **Mohammad Fneish**, représentant du Hezbollah au gouvernement libanais, a salué la décision britannique. Interrogé sur la possibilité que son organisation reprenne le dialogue, il a dit qu'il ne pensait pas que le Hezbollah s'opposerait aux contacts, mais que l'organisation avait ses propres méthodes d'agir et avait nommé un responsable des relations internationales. (Site Internet Al-Nashra, 6 mars 2009).

11. Ci-dessous d'autres déclarations des responsables du Hezbollah :

¹ **Ibrahim al-Moussawi** est un journaliste libanais qui dans le passé était le directeur de la chaîne Al-Manar du Hezbollah et qui devait enseigner à l'Université de Londres. Des membres du Parti Conservateur ont demandé au secrétaire du ministère de l'Intérieur de refuser sa demande de visa en raison de ses remarques antisémites faites dans le passé. Il a été arrêté en 2007 en essayant d'entrer en Irlande. Il a été récemment cité dans le New-Yorker, déclarant que les Juifs sont "une plaie sur le front de l'Histoire." Néanmoins, il a été autorisé à entrer en Grande-Bretagne en 2007 et a reçu un titre honorifique de l'Université de Birmingham (Telegraph, 13 mars 2009).

i) **Omar al-Moussawi**, ancien membre du Parlement libanais, a déclaré à l'agence de presse libanaise le 11 mars, qu'il était impossible de dire que des contacts avaient lieu avec la branche politique ou militaire du mouvement parce que **le Hezbollah est "une entité."** Il a ajouté qu'une reprise du dialogue était un **changement de la politique britannique plutôt que de celle du Hezbollah.** Il a précisé que le Hezbollah serait ouvert à n'importe quel futur régime libanais, qu'il siège "dans la coalition ou dans l'opposition" (Al-Safir, 12 mars 2009).

ii) **Mahmoud Qamati**, vice-président du conseil politique du Hezbollah, a déclaré que les tentatives britanniques n'étaient pas nouvelles. Il a affirmé que pendant l'année passée, la Grande-Bretagne avait tenté de renouveler le dialogue avec le Hezbollah, mais voulait garder cela secret. Cependant, il a ajouté que le Hezbollah avait demandé que les contacts soient ouverts, parce que dans le passé, la Grande-Bretagne avait qualifié le Hezbollah "d'organisation terroriste." Il a ajouté que les Britanniques voulaient renoncer à désigner le Hezbollah comme organisation terroriste, mais en plusieurs étapes (Agence de presse libanaise, 6 mars 2009).

La position américaine

12. **Le porte-parole adjoint du Département d'Etat américain** a déclaré que le gouvernement britannique avait informé de hauts responsables américains de sa décision de renouveler les contacts avec la branche politique du Hezbollah. Cependant, il a précisé qu'aucun changement n'avait eu lieu dans la politique américaine, soulignant que les Etats-Unis n'auraient pas de contacts avec le Hezbollah ou le Hamas (Site Internet du Département d'Etat américain, 7 mars 2009). **L'ambassadrice américaine au Liban Michele Sison** a déclaré que l'approche américaine au sujet du Hezbollah différait de celle des Anglais, et a ajouté que **les Etats-Unis ne faisaient pas de différence entre la branche militaire et la branche politique du Hezbollah.** Elle a déclaré que pour les Etats-Unis, le Hezbollah figurait toujours sur sa liste des organisations terroristes (Al-Hayat, 12 mars 2009).

13. "Une source haut placée" a annoncé anonymement que l'administration américaine n'était pas satisfaite de la décision britannique d'initier des contacts avec la branche politique du Hezbollah, soulignant que les **Etats-Unis ne font pas de différence** entre la direction politique et la direction militaire de l'organisation. Elle a précisé que la Grande-Bretagne avait informé les Etats-Unis de ses intentions [de parler au Hezbollah] (Agence France Presse, 13 mars 2009).

14. Une position différente a été exprimée dans une opinion du politologue Roger Cohen² publiée dans le New-York Times, **appelant l'administration américaine à suivre l'exemple britannique et à initier des contacts avec le Hezbollah**. Cohen a également suggéré que les Etats-Unis envisagent de parler à des "éléments modérés" du Hamas pour promouvoir la réconciliation Fatah-Hamas. Il a ajouté que l'approche des Etats-Unis concernant le Hamas et le Hezbollah comme des organisations terroristes était "étroite" et ignorait le fait qu'ils sont devenus des mouvements sociaux et politiques, et que leur existence ne pouvait pas être ignorée lors de pourparlers de paix régionaux. Il a ajouté que le temps était venu d'adopter la nouvelle position britannique et que de tels contacts pourraient encourager le Hezbollah à renoncer au terrorisme et à commencer à jouer "un rôle constructif, démocratique et pacifique" (New-York Times, 9 mars 2009).

Réactions du Hezbollah

15. S'exprimant à Beyrouth, Hassan Nasrallah a fait référence à "une nouvelle position américaine" au sujet d'un dialogue possible avec le Hezbollah et le Hamas, à deux conditions, la reconnaissance d'Israël et l'abandon de la violence.³ Nasrallah a affirmé que la raison de la position américaine était l'échec de sa politique régionale et a rejeté les conditions préalables exigées du Hezbollah pour amorcer un tel dialogue. Il a précisé que le **Hezbollah, qui est en position de force, ne reconnaîtra jamais officiellement Israël, ni n'abandonnera la voie de la "résistance" [cf., la violence et le terrorisme]**. Interrogé sur la signification de l'expression "abandonner la violence," il a dit que cela signifiait "reconnaître Israël et abandonner la résistance..." (Télévision Al-Manar, 13 mars 2009).

16. Nasrallah a déclaré rejeter les conditions américaines qui lui auraient été soumises : "Demain, dans un an, dans cent ans, dans mille ans... nous, nos enfants, nos petits-enfants... ne pourrons reconnaître Israël... Israël est une entité raciste, c'est un pays illégal, un pays illégitime... il s'agit d'un peuple inconnu venu du monde entier." Quant à l'abandon de la **violence et du terrorisme**, il a indiqué que "...tant que l'entité terroriste, avide, agressive [d'Israël] existe... la résistance nous apporte l'honneur, la gloire et la vie..." Il a qualifié les "mouvements de résistance" [cf., le Hezbollah et le Hamas] de "puissants."

² Il préconise également un dialogue avec l'Iran.

³ Il s'agit d'une déformation de la position américaine, dont la politique officielle envers le Hezbollah n'a pas changé puisque les Etats-Unis n'ont pas soumis de conditions au Hezbollah. Néanmoins, Hassan Nasrallah a destiné son discours aux Etats-Unis mais pas à la Grande-Bretagne, pays qui est à l'origine de l'idée d'amorcer des contacts avec la branche politique du Hezbollah.

17. **Hassan Izz al-Din**, responsable des affaires interarabes, a déclaré que le Hezbollah avait un principe directeur dans ses pourparlers avec les Etats-Unis, basé sur la politique des anciennes administrations et sur le fait que les Etats-Unis sont "la mère de tout le terrorisme." Selon lui, **tant que la politique américaine ne change pas, il n'y a aucune chance que le Hezbollah parle aux Etats-Unis** (Télévision Al-Manar, 13 mars 2009).

18. Contrairement à son rejet franc d'un dialogue entre les Etats-Unis et le Hezbollah, Hassan Nasrallah a invité l'Amérique à **lancer un dialogue avec l'Iran et la Syrie**. Il a affirmé que toutes les tentatives pour isoler la Syrie et modifier son régime s'étaient avérées inefficaces. Cela, a-t-il dit, parce que "la Syrie est un fait, réel et influent dans l'équation régionale..." L'Iran, selon lui, devient [militairement] plus fort, il vole dans l'espace, produit ses propres réserves civiles et militaires et "il y a une crainte de ses capacités nucléaires." Il a dit que l'isolement de l'Iran et la pression exercée sur Téhéran étaient "inefficaces". "Si vous voulez parler," a-t-il dit en se référant à l'administration américaine, "il faut le faire logiquement."

Position de l'Europe

19. **"Des sources diplomatiques françaises"** ont déclaré que si le Hezbollah remportait les élections [parlementaires libanaises], la France ne boycotterait pas [le nouveau] gouvernement libanais. Elles ont aussi souligné que depuis un moment, la France était en contact avec de hauts responsables du Hezbollah, précisant que le ministre des Affaires étrangères français Bernard Kouchner avait rencontré des représentants du Hezbollah en France. De plus, l'ambassadeur français leur aurait parlé au Liban. Ces sources ont noté qu'aucune comparaison n'était faite entre le Hezbollah et le Hamas, et elles ont précisé que le **Hamas figure sur la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne, alors que le Hezbollah n'y figure pas** (AKI, 15 mars 2009).

Le Président syrien Bashar Al-Assad annonce son intention d'incorporer le Hezbollah et le Hamas dans des négociations futures et sa réponse au Hezbollah

20. Le 6 mars, le quotidien libanais Al-Safir a cité le journal allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung, rapportant qu'un porte-parole du ministère des Affaires étrangères allemand avait nié les rapports allemands sur des tentatives de contacts avec le Hezbollah. Le porte-parole a ajouté qu'actuellement, il n'y avait aucune raison d'amorcer des contacts politiques avec le Hezbollah. Il

a précisé que toute prise de contact avec l'organisation était professionnelle et s'inscrivait dans le cadre de la coopération allemande avec le gouvernement libanais, dont le Hezbollah fait partie en vertu de la participation du ministre du Travail Mohammad Fneish.

21. Le Président syrien Bashar Al-Assad a déclaré au journal japonais Asahi Shimbun que pour réaliser une paix régionale, il était nécessaire que tous les acteurs forts participent au processus de paix. Il a ajouté qu'il œuvrerait pour incorporer le Hezbollah et le Hamas dans les futures négociations syriennes avec Israël (Agence France Presse, 11 mars 2009).

22. Les porte-parole du Hezbollah ont été prompts à **réagir négativement** aux propos d'Assad. **Hassan Izz al-Din**, responsable des affaires interarabes, a déclaré que la Syrie était un pays indépendant, avec ses avis propres, et que la position du Hezbollah était claire. "L'entité sioniste est illégale, terroriste et (a été) établie sur la base d'une volonté de gouverner la région," a-t-il déclaré. Concernant les négociations, il a affirmé que le Hezbollah n'était pas intéressé par un tel processus, ajoutant que depuis la Conférence de Madrid en 1991, le Hezbollah avait souligné qu'il était contre les négociations. Selon lui, Israël n'a pas respecté ses engagements dans les négociations et les Arabes n'en ont pas tiré profit. De plus, **Hassan Hadj Hassan**, membre de la faction du Hezbollah au Parlement libanais, a déclaré que l'organisation ne voulait pas entamer de négociations avec Israël : "Nous ne sommes pas les disciples consacrés de la Syrie et de l'Iran mais des alliés, et chaque groupe a le droit de déterminer sa position propre" (Al-Nashra, 13 mars 2009).